



AU SUIVANT...

La durée de vie des gouvernements s'est considérablement réduite ces derniers mois. Absence de majorité, dissolution, censure, échec du vote de confiance, la logique majoritaire de nos institutions est contrariée par une Assemblée nationale singulièrement fragmentée depuis les élections de juin 2024.

La chute du gouvernement Bayrou va conduire à la nomination d'un nouveau Premier ministre dans les prochains jours et d'une nouvelle équipe gouvernementale. Au suivant donc... Mais pour combien de temps ? Et pourquoi faire ? S'il s'agit pour le futur Premier ministre de mener la même politique que ses prédécesseurs, son avenir politique pourrait bien venir s'écraser rapidement sur le mur de l'austérité.

Car là est la vraie question ! Peu importe le nom du prochain chef de gouvernement, l'enjeu sera de trouver une majorité pour faire adopter le budget 2026. Et si nous ne nous mettons pas en travers de sa route, il y a fort à parier que les mesures annoncées en juillet par le Premier ministre sortant soient reconduites sans grande modification. Il y a fort à parier que cette même politique qui, au prétexte de réduire l'endettement public, présente encore et toujours la facture aux travailleurs, aux retraités, aux demandeurs d'emploi... se poursuive inlassablement. Cette même politique qui vient geler les salaires, les pensions et les prestations sociales, cette même politique qui vient diminuer les droits sociaux, affaiblir les services

publics et notre protection sociale collective. Il faut tirer les leçons de la décennie 2010, l'austérité est un cercle vicieux. Au lieu de rétablir les économies, elle ralentit la demande, l'investissement et l'activité et in fine, creuse davantage les déficits publics qu'elle ne les résorbe.

Loin du discours catastrophiste sur la dette, répété par M. Bayrou, pour justifier des économies

drastiques, au risque d'affoler lui-même les marchés financiers et de provoquer des tensions là où il n'y en a pas, les économistes sérieux, jusqu'à la présidente de la BCE, soulignent que la France n'est pas en faillite.

Alors que déjà, dans tous les secteurs d'activité, les annonces de suppressions d'emplois se succèdent, il est indispensable de chan-

ger de politique et de construire collectivement de nouvelles réponses à court, moyen et long terme. Il est urgent de mettre en place une véritable politique industrielle, qui soit autre chose que de la communication, pour assurer la réindustrialisation du pays, permettant de relocaliser, pérenniser et développer des emplois de qualité. Il est indispensable de faire de l'investissement dans les services publics une priorité, pour qu'ils soient accessibles partout sur le territoire.

Le gouvernement est tombé mais pas ses projets funestes. La mobilisation intersyndicale du 18 septembre viendra réaffirmer les attentes et les revendications des travailleurs, contre l'austérité et pour des mesures de justice sociale et fiscale.

**La mobilisation
intersyndicale
du 18 septembre
contre l'austérité et pour
des mesures de justice
sociale et fiscale**

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr